

Au Secrétariat National de la FENPROF
Montreuil, le 15 novembre 2011

Chers camarades,

Nous avons bien lu votre appel du 28 octobre 2011.

Vous avez raison : L'ATTAQUE EST TRES GRAVE, les budgets mis au point par nos gouvernements à la demande de la TROIKA, l'UE, la BCE et le FMI, sont effectivement des instruments de « destruction et de dévastation sociale ».

Notre propre gouvernement vient de décider d'attaquer à nouveau notre système de retraite, la sécurité sociale, Au nom de la RGPP, il supprime à nouveau 14 285 emplois dans l'éducation nationale et nos salaires sont gelés depuis un an et demi.

Face au nouveau plan d'austérité de notre propre gouvernement, la CE de notre confédération, la cgt FO, s'est réunie le 9 novembre. Elle condamne et demande l'abandon des mesures gouvernementales.

Pour FO, « l'austérité constitue une triple erreur, un triple danger :

- elle menace l'activité économique et l'emploi faisant glisser l'économie vers la récession,
- elle accentue les inégalités sociales et veut faire payer aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables,
- elle sape les principes républicains et les droits sociaux. »

Pour FO, « l'austérité, d'où qu'elle vienne (« de droite ou de gauche ») est inacceptable. »

Le gouvernement venait à peine rendre public son nouveau plan que l'UE annonçait qu'il était lui aussi insuffisant! FO « dénonce la logique qui vise à sacrifier les dépenses les plus essentielles pour réduire un endettement public dont les salariés ne sont nullement responsables » et « s'oppose au projet de « règle d'or » qui veut inscrire dans la Constitution une obligation de retour ou de maintien à un équilibre des finances publiques. Pour FO, « La dette n'est pas celle des travailleurs »

Nous pensons comme vous que « nous devons résister et mener un grand combat contre cette vaste et noire attaque contre ceux qui travaillent ».

Pour FO, « une réponse déterminée est nécessaire. Cette réponse ne peut en aucun cas consister en une succession de manifestations ou journées d'action dont on a fait le constat de l'inefficacité l'an dernier. »

Pour FO, « condamner les plans d'austérité annoncés et contrer toutes nouvelles annonces nécessite de préparer, par l'action commune, un appel à 24 heures de grève interprofessionnelle. »

Nous vous soutenons totalement dans votre combat contre un budget qui signifie qu' « aux 12 500 enseignants sans poste en 2011 vont s'ajouter 25 000 dans l'année qui vient, ce qui signifie, dans la pratique, la fin du contrat et le passage de plusieurs milliers d'enseignants à la « mobilité spéciale ».

C'est d'ailleurs pourquoi lors du congrès de l'IE, la FNEC FP FO et le SNETAA FO ont déposé une motion pour condamner cet énorme "licenciement collectif" qui se développe à l'échelle internationale, dans votre pays comme dans le notre qui, s'il n'y ait pas mis fin, comme vous le dites, « entraînerait une dégradation profonde des conditions d'organisation, de travail et de fonctionnement des écoles, nombre d'entre elles risquant d'entrer dans une situation de rupture, et une perte importante de la qualité de l'enseignement. »

Pour répondre à votre demande, au nom de la FNEC FP FO, nous allons transmettre un message au Président de la République portugaise, au Premier ministre portugais et au Ministre de l'Education et des Sciences en soutien à votre combat pour vos droits et intérêts et pour ceux de l'Ecole publique...

Nous souhaitons plein succès à vos revendications et à la Grève générale à laquelle vous appelez avec tous les syndicats du public et du privé le 24 novembre.

Hubert Raguin, secrétaire général